

**UNIVERSITÉ CHEIKH ANTA DIOP (UCAD), SÉNÉGAL**  
École Supérieure Polytechnique (ESP)

# INiTiativE RéFlexion et Action pour le Financement Climatique (INTERFACE)

PLAN D'AFFAIRES



*Février 2025*



## **Équipe de Rédaction et d'Appui**

Ce plan d'affaires est développé par l'équipe du Think Tank du Sénégal, dans le cadre du projet UNI-LEAD, mis en œuvre par START en collaboration avec Climate Analytics Africa et le soutien du Fonds pour l'Environnement Mondial (FEM), au profit du Consortium des Universités des PMA sur le Changement Climatique (LUCCC).

### **Coordonnation:**

Prof. Amadou Gueye

Dr. Ibrahima Camara

### **Équipe des Experts d'Appui du Programme UNI-LEAD :**

Cocou Jaures Amagnaglo, Climate Analytics Africa

Mahugnon Serge Djohy, Climate Analytics Africa

Mariama Camara, START International

Komna DJABARE, Climate Analytics Africa

# Table des Matières

<b>Résumé Exécutif</b>	<b>1</b>
<b>JUSTIFICATION, SERVICES ET IMPACT ATTENDU</b>	<b>4</b>
Introduction.....	5
1. Justification, objectifs stratégiques, produits/services offerts et impact attendu.....	6
1.1 Justification et ambition.....	6
1.2 Objectifs stratégiques et services.....	7
1.3 Impact attendu.....	9
<b>MODÈLE ÉCONOMIQUE, MARCHÉ, ET CHARTE ORGANISATIONNELLE</b>	<b>11</b>
2. Présentation des activités.....	12
2.1 Objectif stratégique 1 et les produits associés.....	12
2.2 Objectif stratégique 2 et les produits associés.....	13
2.3 Objectif stratégique 3 et les produits associés.....	14
2.4 Objectif stratégique 4 et les produits associés.....	14
3. Étude de marché, identification des parties prenantes et potentiel de collaboration..	16
3.1. Évaluation du marché et opportunité du TT.....	16
3.2. Évaluation des acteurs et du potentiel de collaboration.....	18
3.3. Potential competitors.....	22
3.4. Le potentiel de collaboration avec les groupes d'acteurs.....	23
3.5. Engagement avec les entités accréditées et les entités de mise en œuvre.....	25
3.6. Produits rémunérés à l'acte.....	26
4. Dotation en personnel, charte organisationnelle et gestion.....	28
<b>PLANIFICATION FINANCIÈRE ET DURABILITÉ</b>	<b>31</b>
5. Analyse des coûts et du financement.....	32
6. Analyse FFOM du TT pour la mise en œuvre de ce plan.....	34
7. Prise en compte du genre et durabilité du TT.....	35
7.1. Prise en compte du genre.....	35

7.2. Stratégie Marketing et communication.....	36
7.3. Stratégie de Durabilité.....	37

## Liste des tableaux

Tableau 1. Objectifs stratégiques et les produits/services de l'INTERFACE	8
Tableau 2. Liste des institutions nationales susceptibles d'être intéressés par ces produits et services de l'INTERFACE	19
Tableau 3. Parties prenantes et collaboration potentielle	23
Tableau 4. Membres et domaines d'expertises	29
Tableau 5. Coût de l'investissement de la mise en place du Think Tank	32
Tableau 6. Personnel et charges	33

## Liste des figures

Figure 1. Les piliers de la stratégie genre	35
Figure 2. Les Piliers de la Stratégie de Durabilité	38

## Liste des sigles et abréviations

ANACIM	Agence Nationale de l'Aviation Civile et de la Météorologie
ANAT	Agence Nationale de l'Aménagement du Territoire
ANER	Agence Nationale Pour les Énergies renouvelables
CASE	Cadre harmonisé de Suivi-Évaluation des politiques publiques
CC	Changement Climatique
CERER	Centre d'Études et de Recherches sur les Énergies Renouvelables
COMNACC	Comité National sur le Changement Climatique
COMRECC	Comités Régionaux sur le Changement Climatique
CSE	Centre de Suivi Écologique
DA	Direction de l'Agriculture
DAPSA	Direction, Direction de l'Analyse, de la Prévision et des Statistiques Agricoles
DCCTEFV	Direction du Changement Climatique de la Transition Écologique et des Financements Verts
DEEC	Direction de l'Environnement et des Établissements Classés
DIREC	Direction de la Réglementation Environnementale et du Contrôle
ESP	École Supérieure Polytechnique
FA	Fonds d'Adaptation
FEM	Fonds pour l'Environnement Mondial
FONGIP	Fonds de Garantie des Investissements Prioritaires
FONSIS	Fonds Souverain d'Investissements Stratégiques
FPMA	Fonds pour les Pays les Moins Avancés
FRPD	Fonds pour Réponse aux Pertes et Préjudices
GESI	Égalité du Genre et Inclusion Sociale
INTERFACE	INiTiative RéFlexion et Action pour le Climat Et le Financement Climatique
LBA	La Banque Agricole

LPAO-SF	Laboratoire de Physique de l'Atmosphère et de l'Océan-Siméon Fongang
LUCCC	Consortium des Universités des Pays les Moins Avancés sur le Changement Climatique
ONG	Organisation Non Gouvernementale
PMA	Pays les Moins Avancés
PPP	Partenariats Public-Privé
SENELEC	Société National d'Électrification du Sénégal
TT	Think Tank
UCAD	Université Cheikh Anta Diop de Dakar
UNI-LEAD	Programme de Renforcement du Leadership des Universités des Pays les Moins Avancés Pour Catalyser le Financement de l'adaptation au Changement Climatique

## Résumé Exécutif

---

Le Sénégal a démontré un engagement de longue date dans la lutte contre les changements climatiques (CC). Dans la poursuite de cet objectif, le pays a mis en œuvre diverses mesures, notamment l'élaboration et la soumission de sa Contribution Déterminée au niveau National (CDN) en 2020, qui s'aligne sur les objectifs de l'Accord de Paris et vise à réduire les émissions de gaz à effet de serre (GES) grâce à ses composantes d'atténuation et d'adaptation. La mise en œuvre de la CDN nécessite des ressources financières importantes, estimées à 13 milliards de dollars américains, réparties entre les efforts d'atténuation et d'adaptation. Cependant, l'un des principaux obstacles est l'absence ou l'insuffisance de financement due à un manque de ressources humaines qualifiées pour rédiger des projets/programmes pour capter les fonds climatiques.

Face à ces défis, l'Université Cheikh Anta Diop de Dakar (UCAD) a mis en place un Think Tank nommé « INiTiatiVE Réflexion et Action pour le Climat Et le Financement Climatique (INTERFACE) ».

La **vision d'INTERFACE** est de : « Contribuer au développement à long terme à faible émission de carbone et accroître la résilience des communautés et des écosystèmes vulnérables au changement climatique ».

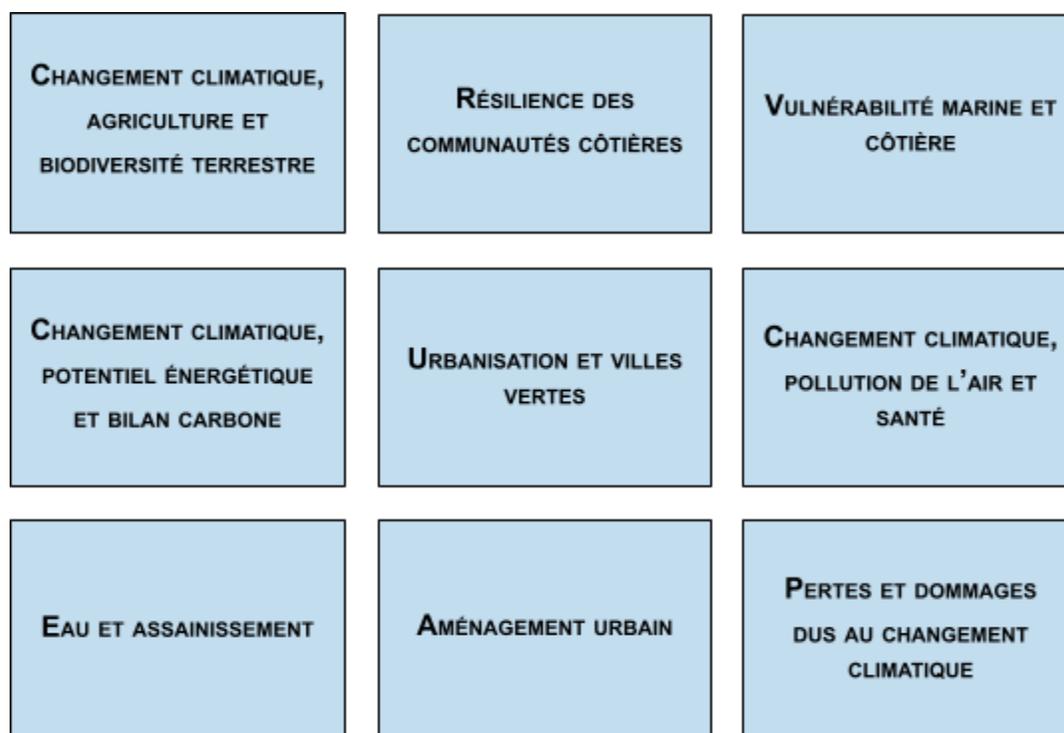
La **mission d'INTERFACE** est d'« augmenter le flux de financement climatique au Sénégal et dans la sous-région en renforçant les capacités des acteurs publics et privés »

INTERFACE ambitionne de réaliser sa vision à travers la mise en place d'actions concrètes ciblant les acteurs étatiques (centraux et locaux) et non étatiques (secteur privé, société civile et la recherche). Les actions concrètes peuvent être résumées en quatre objectifs :

- Mettre en place une plateforme digitale « réseau » des experts nationaux travaillant sur le CC en relation avec la finance climat ;
- Renforcer les capacités des experts du réseau sur la finance climat en vue de les rendre capables d'accompagner l'élaboration de projets climatiques ;
- Fournir des services et produits de formation et d'accompagnement visant à renforcer les compétences des acteurs étatiques et non étatiques dans la mobilisation de la finance climat ;

- Mettre en place une plateforme de dialogue ou forum entre les différents acteurs de la gestion des changements climatiques (Interface Science-Politique-Pratique) sur la finance climat.

INTERFACE envisage la mise en place de huit (08) groupes thématiques évolutifs dont quatre (4) ont été déjà établis lors de la phase pilote du projet UNI-LEAD. Il s'agit :



Les acteurs des différents groupes thématiques de « INTERFACE » vont produire des informations et des évidences scientifiques à travers des actions comme la conduite de programmes de recherche débouchant sur des publications, la recherche de financement pour le lancement de programmes de renforcement de capacité des jeunes en début de carrière dans les domaines concernés et la mise en place de programmes collaborations avec d'autres universités du Sud et du Nord plus avancées sur les thématiques couvertes. Les équipes thématiques élaboreront aussi des programmes de renforcement de capacité (modules de formation en rédaction de projets climatiques, élaboration de projets de faisabilité, suivi et rapportage des projets climatiques, etc.).

Concernant la **stratégie de durabilité**, INTERFACE s'appuiera principalement sur des services payants tels que l'organisation de formations pour les secteurs gouvernementaux et non gouvernementaux, l'examen des politiques et les services basés sur la recherche. Ainsi, le Think Tank (TT) cherchera à signer un protocole d'accord pour officialiser la

collaboration avec les institutions afin de saisir les opportunités. Le TT cherchera également à obtenir des subventions du gouvernement et d'autres organisations non gouvernementales. Le TT va mettre à profit les expertises scientifiques de ses membres pour répondre aux appels internationaux et ainsi générer des revenus.

Partie I

# JUSTIFICATION, SERVICES ET IMPACT ATTENDU

---



## Introduction

La question du changement climatique (CC) est une problématique de dimension mondiale qui affecte l'environnement physique, les sociétés et les économies des différents pays en général, et ceux des pays sahéliens en particulier qui sont très vulnérables à ce phénomène. Le Sénégal n'est pas en reste avec les effets et impacts importants des changements climatiques résultant des phénomènes météorologiques/océaniques extrêmes qui se traduisent en termes de hausse des températures, de récurrence des inondations, d'augmentation du niveau de la mer etc. Le pays s'est donc engagé dans la dynamique de lutte contre les CC. Cet engagement se manifeste par une série d'initiatives entreprises ces dernières années, notamment la mise en œuvre de programmes et de projets visant à lutter contre les impacts du CC. En outre, le Sénégal a activement adhéré à divers conventions et mécanismes internationaux, tels que la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (CCNUCC) et a adopté l'Accord de Paris avec un engagement à travers sa Contribution déterminée nationale (CDN), démontrant ainsi son dévouement à relever les défis posés par le changement climatique. Dans la poursuite de ces objectifs, plusieurs politiques ont été formulées, notamment trois communications nationales, la stratégie nationale de développement durable, le programme d'action national d'adaptation (PANA) et les plans nationaux d'adaptation (PNA) sectoriels. Au total, dix PNA sectoriels seront formulés : agriculture, élevage, pêche, ressources en eau, zones côtières, biodiversité, tourisme, santé, gestion des risques de catastrophe liés aux inondations et infrastructures. Actuellement, les PNAs sectoriel de la pêche, de la zone côtière, de l'agriculture, la santé, les infrastructures et les inondations ont été élaborés. Dans chacun de ces PNAs, des options d'adaptation ont été identifiées et priorisées.

L'implémentation des actions d'adaptation et d'atténuation nécessite des ressources financières importantes estimées à 13 milliards de dollars américains, réparties entre les efforts d'atténuation et d'adaptation (CDN, 2020). Plus précisément, 8,7 milliards USD sont alloués aux projets d'atténuation et 4,3 milliards USD aux initiatives d'adaptation, 4,8 milliards USD étant destinés à un financement inconditionnel et 8,2 milliards USD à un financement conditionnel (CDN, 2020). Des obstacles significatifs persistent dans la sécurisation du financement climatique, découlant principalement de facteurs politiques, institutionnels, financiers, législatifs, réglementaires, d'égalité des sexes, d'inclusion sociale, de traçabilité et techniques. En outre, il y a également : (i) une compréhension limitée des concepts du changement climatique et de leurs implications, ce qui entraîne des difficultés à démontrer les aspects liés au climat des projets ; ii) un manque de connaissance des sources et des mécanismes de financement du climat, parmi les parties prenantes publiques et privées ; iii) une faible capacité des parties prenantes à développer des

projets/programmes climatiques et des propositions de financement dans les secteurs prioritaires.

Face à ces défis, l'Université Cheikh Anta Diop de Dakar (UCAD) a mis en place un Think Tank qui ambitionne de devenir un acteur clé dans cet écosystème, en fournissant une expertise locale et contextuelle sur le financement de l'adaptation au CC. Le Think Tank contribuera à cartographier l'exercice nationale en matière de finance climat et doter les parties prenantes (acteurs universitaires, gouvernement central et local, ONG, société civile, organisations communautaires de base, etc.) des informations et des compétences nécessaires pour mobiliser les ressources financières et humaines afin de répondre efficacement aux défis des changements climatiques. Ce business plan détaille notre modèle économique, nos axes de recherche prioritaires ainsi que les partenariats nécessaires pour garantir notre impact et notre pérennité.

## **1. Justification, objectifs stratégiques, produits/services offerts et impact attendu**

### ***1.1 Justification et ambition***

L'analyse des besoins du Sénégal en termes de financement de l'action climatique (adaptation et atténuation), sur la base de la revue des documents stratégiques<sup>1</sup> et des entretiens avec les acteurs du secteur, en termes de finance climat pour l'adaptation a permis d'identifier sept (7) besoins :

- La faible ou l'insuffisante maîtrise du concept de changement climatique ainsi que certaines notions en finance climatique impliquées dans la gestion des changements climatiques ;
- L'insuffisante prise en compte des enjeux des changements climatiques dans l'élaboration des documents stratégiques, lois et réglementation ;
- La faible ou l'insuffisante maîtrise des mécanismes financiers climatiques, leurs modalités, conditions et suivi ;
- La faible capacitation des ressources humaines pour la formulation de projets et programmes climatiques bancables dédiés à répondre aux besoins sectoriels face aux changements climatiques, notamment sur les questions relatives à l'adaptation ;

---

<sup>1</sup> <https://unfccc.int/sites/default/files/NDC/2022-06/CDNSenegal%20approuv%C3%A9e-pdf.pdf>  
<https://napglobalnetwork.org/wp-content/uploads/2024/03/napgn-fr-2024-plan-national-adaptation-genre-senegal.pdf>

- L'insuffisante implication des bénéficiaires notamment les couches vulnérables et les femmes et du secteur privé dans les processus de formulation et de mises en œuvre des projets climatiques et de leur financement ;
- L'absence de coordination et de synergies entre les institutions financières et les différents mécanismes de levées de fonds existants (banques, fonds d'investissement, institutions de garanties et les IMF) ;
- L'absence d'un répertoire des compétences nationales pouvant appuyer l'élaboration de projets climatiques ;

Sur la base des besoins identifiés, la vision de l'INiTiativE RéFlexion et Action pour le Climat et le Financement Climatique (INTERFACE) est de « **contribuer au développement à long terme à faible émission de carbone et résilient au changement climatique par l'accroissement des flux de financement climatique au Sénégal et dans la sous-région et la capacitation des acteurs publics et privés** ».

L'INTERFACE ambitionne de réaliser sa vision à travers la mise en place d'actions concrètes ciblant les acteurs étatiques (centraux et locaux) et non étatiques (secteur privé, société civile et la recherche). Les actions concrètes peuvent être résumées en quatre objectifs :

- Mettre en place une plateforme digitale « réseau » des experts nationaux travaillant sur le CC en relation avec la finance climat ;
- Renforcer les capacités des experts du réseau sur la finance climat en vue de les rendre capables d'accompagner l'élaboration de projets climatiques ;
- Fournir des services et produits de formation et d'accompagnement visant à renforcer les compétences des acteurs étatiques et non étatiques dans la mobilisation de la finance climat ;
- Mettre en place une plateforme de dialogue ou forum entre les différents acteurs de la gestion des changements climatiques (Interface Science-Politique-Pratique) sur la finance climat.

## **1.2 Objectifs stratégiques et services**

Les objectifs stratégiques et les produits du TT qui dérivent de la vision et des objectifs spécifiques sont résumés dans le tableau suivant :

Tableau 1. Objectifs stratégiques et les produits/services de l'INTERFACE

OBJECTIFS STRATÉGIQUES	PRODUITS / SERVICES
<p><b>Objectif stratégique 1 :</b> Mettre en place une plateforme digitale « réseaux » des experts nationaux travaillant sur la finance climat.</p>	<p><b>Produit 1.1:</b> Cartographier et établir les profils des experts nationaux travaillant sur les questions en lien avec les changements climatiques et la finance climat ;</p> <p><b>Produit 1.2:</b> Développer une plateforme digitale d'expertises et de partage des connaissances en libre accès ;</p>
<p><b>Objectif stratégique 2 :</b> Renforcer les capacités des experts du réseau sur la finance climat en vue de les rendre capables d'accompagner l'élaboration de projets climatiques.</p>	<p><b>Produit 2.1:</b> Renforcer en permanence les connaissances et les idées de pointe sur les changements climatiques, en mettant l'accent sur la facilitation de l'accès au financement climatique ;</p> <p><b>Produit 2.2:</b> Créer un centre de ressources de référence sur les changements climatiques et la finance climat à l'UCAD ;</p>
<p><b>Objectif stratégique 3 :</b> Fournir des services et produits de formation et d'accompagnement des acteurs étatiques et non étatiques dans la mobilisation de la finance climat.</p>	<p><b>Produit 3.1 :</b> Concevoir un programme de formation basé sur les besoins et des manuels de formation en consultation avec les principales parties prenantes ;</p> <p><b>Produit 3.2 :</b> Organiser et proposer des programmes de formation aux niveaux local, national et sous-régional ;</p> <p><b>Produit 3.3 :</b> Soutenir les programmes universitaires sur le changement climatique, notamment en intégrant des cours sur le changement climatique et la finance climat dans les programmes d'études existants ;</p> <p><b>Produit 3.4 :</b> Soutenir la prochaine génération de chercheurs à travers le soutien aux étudiants dans leur recherche sur le changement climatique par le biais de bourses, de stages et de thèses de recherche ;</p>

<p><b>Objectif stratégique 4 :</b> Renforcer le dialogue ou la collaboration (Science – Gouvernement – Privé) entre les différents acteurs de la gestion des changements climatiques sur la finance climat.</p>	<p><b>Produit 4.1:</b> Fournir une source crédible et fiable d'idées et d'informations sur le changement climatique et la finance climat ;</p> <p><b>Produit 4.2:</b> Mettre en place des collaborations stratégiques avec des institutions gouvernementales centrales (exemple la DCCTEFV) comme locales, les entités accréditées nationales (CSE et LBA) et internationales, des universités nationales et sous-régionales (Gambie, Burkina, Mali, Guinée, Sierra Leone etc.), de la société civile et les ONG et les PTF (AFD, USAID, GIZ, JICA...) ;</p> <p><b>Produit 4.3:</b> Organiser des forums de dialogue science politique pour favoriser l'élaboration de projets climatiques ;</p>
---	--

### **1.3 Impact attendu**

Vu les objectifs déclinés précédemment le TT contribuera à cartographier l'exercice nationale en matière de finance climat et doter les parties prenantes des informations et des compétences nécessaires pour mobiliser les ressources financières et humaines afin de répondre efficacement aux défis des changements climatiques.

Aussi, l'INTERFACE vise la mise en place au sein de l'UCAD d'un centre de ressources sur les changements climatiques, une source crédible et fiable d'informations, faisant autorité sur le financement du climat, et qui fédérera les compétences en vue de produire des idées novatrices visant à rendre le financement climatique plus accessible au Sénégal et à la sous-région de l'Afrique de l'Ouest. Grâce aux travaux effectués au cours de la première phase du projet, des groupes thématiques ont été mis en place et seront renforcés à travers des collaborations stratégiques nouvelles avec les parties prenantes, notamment des experts, des fonctionnaires, des universitaires et d'autres institutions spécialisées dans la mobilisation de la finance climatique. Cette expertise multi-sectorielle sera renforcée périodiquement pour répondre efficacement aux besoins des acteurs en termes de formation, d'accompagnement et d'analyse. Aussi, l'INTERFACE va promouvoir la production d'information et d'évidences scientifiques par les chercheurs des universités du Sénégal en lien avec les thématiques couvertes grâce à des actions comme la conduite de programmes de recherche débouchant sur des publications, la recherche de financement pour le lancement de programmes de renforcement de capacité des jeunes en début de carrière dans les domaines concernés et la mise en place de programmes collaborations avec d'autres universités du Sud et du Nord plus avancées sur les thématiques couvertes par l'INTERFACE.

En réponse aux besoins des acteurs, des équipes thématiques qui élaboreront des programmes de renforcement de capacité (modules de formation en rédaction de projets climatiques, élaboration de projets de faisabilité, suivi et rapportage des projets climatiques, etc.) seront mises en place. Ces formations permettront d'autonomiser les parties prenantes, d'améliorer la capacité d'accès et d'utilisation du financement climatique dans le but ultime d'améliorer l'action climatique, de renforcer la résilience, de réduire les risques climatiques et de faire progresser le développement durable. Certains modules sur expression des besoins des acteurs pourront être élaborés pour soutenir les parties sur le plan national et régional. L'INTERFACE fournira des services non payants dans sa phase pilote en 2024 et passera à une approche hybride après 2024 où il fournira des services gratuits et/ou payants, en fonction de la partie prenante et selon la décision de la direction de l'INTERFACE. La direction de l'INTERFACE prendra sa décision en fonction du type de service, de l'acteur, de la nature de leur relation et aussi de la disponibilité de ressources pour répondre à la requête.

Enfin, l'INTERFACE vise à fédérer toutes les synergies en servant de plateforme de dialogue entre les décideurs politiques, les entités accréditées, les acteurs du monde scientifique et le secteur privé afin d'informer et de façonner des politiques, des technologies et des modèles commerciaux pertinents au Sénégal. L'INTERFACE à travers son volet recherche facilitera la publication de travaux scientifiques à ses membres, mais également synthétisera les résultats essentiels de ces recherches pour informer les décideurs.

Partie II

# MODÈLE ÉCONOMIQUE, MARCHÉ, ET CHARTE ORGANISATIONNELLE

---



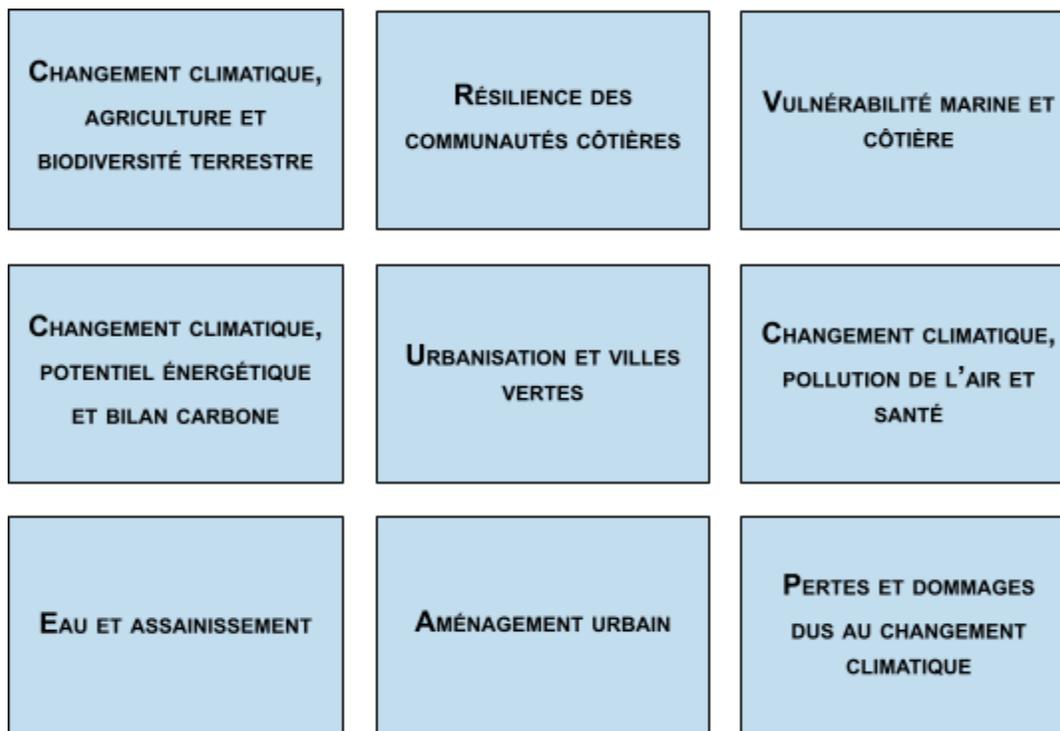
## 2. Présentation des activités

### 2.1 Objectif stratégique 1 et les produits associés

L'**objectif stratégique 1 et les produits associés** visent la mise en place d'une plateforme digitale « réseau » des experts nationaux travaillant sur la finance climat. Cet objectif vise à mettre en place une communauté d'expertise et de pratique susceptible de soutenir les efforts nationaux de mobilisation de ressources climatiques. La mise en place de cette plateforme permettra de former plus efficacement les équipes devant répondre aux sollicitations des parties prenantes et aussi d'être plus efficace dans les interventions. Cette plateforme organisera les experts selon les secteurs d'expertise et aussi l'ancienneté (senior, junior, etc.). Elle favorisera le transfert de compétences entre les experts de différentes générations et contribuera au développement d'une expertise interne et nationale à long terme dans le domaine du changement climatique et de la finance climatique. Le transfert de compétences pourra prendre la forme de webinaires ou d'ateliers en présentiel.

La mise en place de cette plateforme d'experts permettra aussi d'identifier les domaines où il existe un manque d'expertise afin de mettre en place un programme de plaidoyer auprès des autorités rectores afin d'asseoir des programmes de formation dans ces secteurs au sein des universités du Sénégal. Le Laboratoire de Physique de l'Atmosphère et de l'Océan-Siméon Fongang (LPAO-SF) de l'École Supérieure Polytechnique / Université Cheikh Anta Diop de Dakar qui assure le secrétariat du Think Thank aura la charge de cette activité. Il collectera les données sur la base des huit thématiques identifiées et présentées ci-dessous, validera ces données et procèdera à une mise à jour selon une périodicité à déterminer ultérieurement.

L'INTERFACE envisage la mise en place de huit (08) groupes thématiques :



## **2.2 Objectif stratégique 2 et produits associés**

L'**objectif stratégique 2 et les produits associés** visent le renforcement des capacités des experts du réseau sur la finance climat en vue de les rendre plus outillés pour accompagner l'élaboration de projets climatiques. L'identification des membres du réseau (professionnels, professeurs et étudiants) sera effectuée au cours de l'objectif stratégique 1 avec les domaines d'expertises, mais aussi les besoins en renforcement de capacités faciliteront la mise en œuvre de l'objectif stratégique 2. Cet objectif vise à renforcer les capacités internes de l'INTERFACE afin d'offrir des produits de bonne qualité et facture. En outre, il favorise l'innovation intergénérationnelle et contribue au développement d'une expertise interne et nationale à long terme dans le domaine du changement climatique et de la finance climatique.

Cet objectif stratégique vise à tirer parti du mandat et des ressources existantes dans le secteur universitaire pour mettre en place un centre de ressources spécialisé dans la finance climatique qui permettra la mise à jour des connaissances et compétences de façon autonome et à temps. Ce centre servira de plaque tournante pour les informations relatives à la science et à la politique climatiques et à la finance climatique offrant un répertoire complet de recherches, de données et d'outils tels que des modules de formations

ajustables pour soutenir la compréhension académique et pratique des questions climatiques.

### **2.3 Objectif stratégique 3 et les produits associés**

**L'objectif stratégique 3 et les produits associés** visent à fournir des services et produits de formation et d'accompagnement des acteurs étatiques et non étatiques dans la mobilisation de la finance climatique. Les produits et services offerts pourront équiper les bénéficiaires à mieux répondre aux exigences des fonds multilatéraux pour le climat tels que le Fonds Vert Climat (FVC), le Fonds pour l'Environnement Mondial (FEM), le Fonds d'Adaptation (FA), le Fonds pour les Pays les Moins Avancés (FPMA) et le Fonds pour les Pertes et Dommages. Les partenaires et les clients peuvent être des agences gouvernementales nationales et locales, des entités de mise en œuvre et des entités d'accès direct, ou d'autres institutions intéressées par l'accréditation ou la mise en œuvre de projets climatiques, y compris les ONG, et le secteur privé. L'éventail des produits et services comprend des formations et des ateliers personnalisés, des recherches et des réunions d'information, ainsi que d'autres services bénévoles / payants ou de conseil dans les domaines suivants :

- (i) Rédaction de propositions, y compris l'appui en matière de données et d'informations, par exemple dans le cadre de l'élaboration de la justification climatique ;
- (ii) Conception de projet, y compris avec une solide théorie du changement, soutien à la mise en œuvre et à l'établissement de rapports, y compris les critères qui doivent être respectés et les garanties qui doivent être maintenues ;
- (iii) Soutien à l'intégration des aspects liés au genre, au climat, dans la politique et les opérations institutionnelles ;
- (iv) Capacitation des acteurs publics et privés sur le changement climatique en particulier sur la finance climat aussi bien au niveau national que local ;
- (v) Soutien à l'évaluation des projets à soumettre aux différents fonds climatiques, production de guide de bonne pratique sur la finance climat.

Cet objectif stratégique renforcera les connaissances et les capacités des parties prenantes concernées, y compris les gouvernements et d'autres entités de mise en œuvre et d'accès direct, afin de permettre l'accès et l'utilisation du financement climatique.

## **2.4 Objectif stratégique 4 et les produits associés**

**L'objectif stratégique 4 et les produits associés** visent la mise en place d'une plateforme de dialogue ou forum entre les différents acteurs de la gestion des changements climatiques (Science-Politique-Pratique) sur la finance climat. La Plateforme de dialogue Science – Politique est une initiative qui vise une contribution significative à la synergie d'actions entre les acteurs clés nationaux impliqués dans l'orientation et la prise de décision politique nécessaire pour les plans et stratégies nationaux face au changement climatique. La plateforme organisera des discussions autour de politiques, stratégies et mesures à adopter pour favoriser la mobilisation de la finance climatique tant au niveau national qu'international.

L'INTERFACE au Sénégal se concentrera sur la mobilisation des financements climatiques pour améliorer l'atténuation et l'adaptation au changement climatique. Il offrira des services pour faciliter la rédaction de propositions, la conception, la mise en œuvre et le suivi de projets, en mettant l'accent sur la justification climatique et l'intégration de la dimension genre, la théorie du changement et les critères institutionnels. L'INTERFACE renforcera également les capacités des organismes gouvernementaux, ONG, et autres parties prenantes via des formations et ateliers pour accélérer l'utilisation efficace des financements climatiques. Le centre développera et diffusera des connaissances en partageant des recherches sur les meilleures pratiques et créera des plateformes de collaboration. Il apportera aussi son soutien au secteur privé et à d'autres clients potentiels à travers des recherches personnalisées, des formations, et l'intégration du changement climatique dans les politiques. De plus, il fournira des conseils sur les politiques gouvernementales et leur mise en œuvre.

### **Renforcement les capacités internes et nationales**

L'INTERFACE du Sénégal aspire également à renforcer les capacités internes et nationales à long terme en matière de changement climatique par la mise en place d'un répertoire d'acteurs de la plateforme. Ce répertoire sera actualisé selon une périodicité donnée et les acteurs identifiés seront également renforcés par l'INTERFACE afin de permettre au pays de disposer à tout moment de toute l'expertise nécessaire pour mobiliser et gérer efficacement le financement climatique. A long terme, l'INTERFACE envisage de mettre en place des programmes de recherche afin d'alimenter le discours sur le changement climatique dans le pays. L'INTERFACE pourra, sous l'hypothèse de mobilisation des ressources, offrir des bourses et des séjours scientifiques dans des domaines pertinents par l'intermédiaire du monde universitaire, ainsi que par des collaborations avec d'autres universités, pour renforcer les capacités intergénérationnelles et à long terme en matière de changement climatique.

Dans sa phase pilote en 2024, les formations dispensées aux acteurs des ministères sectoriels, les entités accréditées, les organisations de la société civile et du secteur privé ont aidé le gouvernement et les différentes parties prenantes à renforcer leurs capacités et à élaborer des propositions fondées sur des données probantes pour accéder aux fonds climatiques. L'INTERFACE a formé lors de cette phase pilote des équipes de travail dans les 4 domaines prioritaires ci-dessous, identifiés avec parties prenantes lors de consultations inclusives :

- Changement climatique et agriculture;
- Changement climatique et zones côtières
- Changement climatique et énergie; et
- Changement climatique et villes durables.

### **3. Étude de marché, identification des parties prenantes et potentiel de collaboration**

#### ***3.1. Évaluation du marché et opportunité du TT***

Malgré les progrès réalisés par le gouvernement sénégalais en matière de financement climatique, plusieurs défis subsistent. Le financement climatique n'est pas encore totalement intégré dans le système de gestion des finances publiques, ce qui entrave l'efficacité de l'allocation et de la gestion des fonds liés au climat.

Le montant du financement nécessaire pour les réponses climatiques n'est pas encore suffisamment clair. La hiérarchisation des mesures de lutte contre le changement climatique fait également défaut, ce qui affecte l'efficacité et l'efficience des actions en faveur du climat. L'accès au financement international de l'action climatique au Sénégal suscite également un grand intérêt. Le maintien et l'élargissement des possibilités d'accès à ces ressources restent une priorité pour les acteurs étatiques et non étatiques au Sénégal.

Ainsi, il est essentiel de renforcer les capacités des acteurs du domaine, notamment ceux au niveau local en matière de financement du climat, pour lesquelles les capacités sont inadéquates. Il s'agit d'un point crucial, car les gouvernements locaux jouent un rôle important dans la mise en œuvre des initiatives climatiques et dans la résolution des problèmes liés au climat.

Le TT du Sénégal est idéalement placé pour s'engager avec le gouvernement à relever ces défis. Il peut tirer parti de son expertise en matière de développement et de diffusion des connaissances par la recherche et le renforcement des capacités. L'accent sera mis sur :

- **Soutenir le gouvernement avec des connaissances scientifiques** : Fournir les données et les connaissances scientifiques nécessaires pour améliorer les stratégies de réponse au climat et les processus de prise de décision du gouvernement.
- **Renforcement des capacités en matière de financement climatique** : Aider à l'élaboration de mécanismes et de cadres efficaces de financement du climat afin de garantir que les ressources sont allouées de manière efficiente et efficace.

Le TT du Sénégal peut compléter efficacement les efforts actuels des organisations gouvernementales, de la société civile et des organisations impliquées dans la réponse climatique et de financement de la lutte contre le changement climatique. Faisant partie d'une institution universitaire, le TT du Sénégal est bien placé pour forger des partenariats stratégiques avec ces parties prenantes et apporter un soutien précieux d'un point de vue académique. En tirant parti de son expertise en matière de recherche et de diffusion des connaissances, le TT du Sénégal peut renforcer les efforts de collaboration, contribuer à la prise de décisions fondées sur des données probantes et soutenir l'élaboration de stratégies climatiques et de mécanismes financiers efficaces.

La création de l'INTERFACE vise le renforcement de la collaboration entre l'université et le gouvernement pour l'accès et la mise en œuvre du financement de l'adaptation au climat. Afin de soutenir le renforcement des collaborations et de contribuer à l'accès au financement pour l'adaptation au Sénégal, l'INTERFACE envisage de mettre en place les actions suivantes à court et moyen termes :

- Mettre en place une plateforme digitale « réseaux » des experts nationaux travaillant sur la finance climat ;
- Renforcer les capacités des experts du réseau sur la finance climat en vue de les rendre capables d'accompagner l'élaboration de projets climatiques ;
- Fournir des services et produits de formation et d'accompagnement des acteurs étatiques et non étatiques dans la mobilisation de la finance climat ;
- Faciliter le dialogue entre les différents acteurs de la gestion des changements climatiques (Science-Politique-Privé) sur la finance climat.

**Ces actions permettront au Think Tank de :**

- Développer des données à haute résolution pour améliorer les actions d'adaptation au climat au Sénégal
- Intégrer le GESI dans leurs recherches pour répondre aux questions urgentes d'adaptation au niveau local dans les secteurs les plus vulnérables.

- Intégrer l'adaptation au climat dans le système d'investissement national.
- Définir les marqueurs et la taxonomie de l'adaptation au changement climatique au Sénégal.
- Renforcer les capacités institutionnelles et la gouvernance pour l'accès et la mise en œuvre des financements climatiques nationaux et internationaux.
- Soutenir la mise en œuvre de l'outil de suivi du financement du changement climatique qui a été développé en 2023 avec le soutien du FVC par le biais d'un programme de préparation, exécuté par La Banque Agricole (LBA).

Lors de la phase pilote et phase 1 du projet, les coordonnateurs du TT ont mené des activités collaboratives importantes avec les institutions nationales travaillant sur les questions relatives aux finances climatiques. Ces collaborations ont permis au TT de se positionner sur l'échiquier afin de magnifier tout le soutien qu'il peut apporter aux différents acteurs. Cette phase a permis au TT de mobiliser des acteurs, les travaux de base, et d'asseoir un plan de travail sur les années à venir.

### ***3.2. Évaluation des acteurs et du potentiel de collaboration***

L'INTERFACE peut collaborer potentiellement avec différentes institutions tant sur le plan national qu'au plan international. Les institutions nationales susceptibles d'être intéressées par ces produits et services de l'INTERFACE sont : Direction du Changement Climatique de la Transition Écologique et des Financement Verts (DCCTEFV) , Direction de la Réglementation Environnementale et Contrôle (DIREC), Direction de l'Agriculture (DA), Direction, Direction de l'Analyse, de la Prévision et des Statistiques Agricoles (DAPSA), Direction de la Planification, de la Recherche et des Statistiques du Ministère de la Santé et de l'Action Sociale, Comité National sur le Changement Climatique (COMNACC), Agence Nationale de l'Aviation Civile et de la Météorologie (ANACIM), Agence Nationale pour les Énergies renouvelables (ANER), Agence Nationale de l'Aménagement du Territoire (ANAT), Société National d'Électrification du Sénégal (SENELEC), Centre de Suivi Écologique (CSE), La Banque Agricole (LBA), Cadre harmonisé de Suivi-Évaluation des politiques publiques (CASE), Fonds de Garantie des Investissements Prioritaires (FONGIP), Fonds Souverain d'Investissements stratégiques (FONSIS)

Tableau 2. Liste des institutions nationales susceptibles d'être intéressés par ces produits et services de l'INTERFACE

INSTITUTIONS	RÔLE
<p>Direction du Changement Climatique, de la Transition Écologique et des Financements Verts (DCCTEFV)</p>	<p>La DCCTEFV joue un rôle central dans la mise en œuvre de la politique nationale en matière de lutte contre les changements climatiques, de transition écologique et de mobilisation des financements verts. Elle est le point focal pour la CCNUCC et le Fonds pour l'environnement mondial (FEM), l'autorité nationale désignée (AND) pour le Mécanisme de développement propre (MDP), le Fonds d'adaptation (FA) et le Fonds vert pour le climat (FVC).</p>
<p>Direction des Pêches Maritimes, Ministère des Pêches et des Infrastructures Maritimes et Portuaires</p>	<p>La DPM est chargée de la mise en œuvre de la politique de l'État en matière de pêche maritime. Ses missions sont fixées par le Décret n°1255 du 23 août 2011 portant organisation du Ministère. Son organisation et son fonctionnement par l'Arrêté ministériel n°02466 du 19 avril 2006. La DPM est notamment chargée entre autres de l'élaboration et de la mise en œuvre des plans d'aménagement des pêcheries maritimes, en relation avec les structures publiques et les organisations professionnelles privées concernées ; d'assurer la gestion des pêcheries maritimes exploitées conformément aux plans d'aménagement ; de veiller à l'élaboration et à l'exécution des projets et programmes de développement des pêches maritimes</p>
<p>Comité National sur le Changement Climatique (COMNACC)</p>	<p>Le COMNACC constitue un cadre qui regroupe tous les acteurs impliqués dans les questions de changement climatique (services techniques de l'administration, secteur privé, ONG, société civile, structures de recherche, Universités, etc.) Le COMNACC joue un rôle essentiel de conseil scientifique et technique, de formation, de sensibilisation, de suivi et de coordination des activités menées dans le cadre de la mise en œuvre de la convention. Au niveau décentralisé, les comités régionaux sur le changement climatique (COMRECC), qui sont le pendant régional du COMNACC, ont été créés.</p>

<p>Agence Nationale de l'Aviation Civile et de la Météorologie (ANACIM)</p>	<p>L'ANACIM du Sénégal est l'autorité nationale en matière d'aviation civile et de météorologie dans le pays.</p> <p>C'est le point focal national du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC).</p>
<p>Centre de Suivi Écologique (CSE)</p>	<p>Une entité nationale pour la mise en œuvre du Fonds d'Adaptation (FA) et la première entité du Sénégal accréditée pour l'Accès Direct au Financement Vert du Climat (FVC).</p>
<p>La Banque Agricole</p>	<p>Il s'agit de la deuxième entité du Sénégal accréditée auprès du Fonds Vert du Climat (FVC).</p>
<p>Centre d'Études et de Recherches sur les Énergies Renouvelables (CERER)</p>	<p>Elle joue le rôle d'autorité nationale désignée pour le mécanisme de transfert de technologie de la CCNUCC.</p>
<p>Cadre harmonisé de Suivi-Évaluation des politiques publiques (CASE)</p>	<p>La CASE en tant que cadre harmonisé est chargée de développer et de coordonner l'ensemble des mécanismes et instruments de suivi et d'évaluation des politiques publiques de l'État.</p>
<p>Fonds de Garantie des Investissements Prioritaires (FONGIP)</p>	<p>Le fonds a été créé pour améliorer les conditions de financement des opérateurs économiques travaillant dans des secteurs prioritaires afin d'accroître leur productivité à long terme. Pour ce faire, il doit être considéré comme un instrument au service de l'initiative privée et s'intégrer dans le nouveau dispositif articulé autour du Fonds souverain d'investissement stratégique (FONSIS) et de la Banque dédiée au financement des PME : Banque Nationale de Développement Économique (BNDE).</p>

<p>Fonds Souverain d'Investissements Stratégiques (FONSIS)</p>	<p>Le FONSIS est une société anonyme créée par l'État du Sénégal pour opérer dans les mêmes conditions que le secteur privé. Sa mission est de contribuer au développement économique et social du Sénégal par la promotion de l'État investisseur. Il est donc le partenaire et le complément des acteurs du secteur privé (entreprises et investisseurs). Le FONSIS est actuellement en train d'obtenir l'accréditation pour l'accès direct au FVC.</p>
<p>Agence de Développement municipal (ADM)</p>	<p>L'ADM a été créée en 1997 par la commune volonté de l'État et de l'Association des Maires du Sénégal (AMS). Elle a été mise en place dans le contexte de la réforme dite de régionalisation de 1996, dans le but de contribuer au renforcement de la décentralisation et du développement local au Sénégal. L'ADM a pour mission générale d'engager toute action susceptible d'assurer une meilleure prise en charge du développement municipal, à travers le Contrat de ville. Dans ses interventions, l'ADM couvre l'ensemble du territoire national.</p>
<p>Agence de Développement Local (ADL)</p>	<p>L'Agence de Développement Local (ADL) du Sénégal est une agence d'exécution créée par décret n° 2010-995 du 2 août 2010. Elle est rattachée au Ministère de l'Urbanisme, des Collectivités Territoriales et de l'Aménagement du Territoire (MUCTAT) et travaille en collaboration avec le Ministère des Finances et du Budget (MFB). L'ADL a pour mission générale la promotion et la coordination des actions de développement local au Sénégal.</p>
<p>Enda Energie</p>	<p>Enda Energie est une organisation non gouvernementale (ONG) basée à Dakar, au Sénégal, et membre du réseau international Enda Tiers Monde. Elle se consacre à la promotion du développement durable à travers divers domaines d'intervention, en mettant un accent particulier sur l'accès à l'énergie, la gestion durable des terres, le changement climatique et l'intégration du genre dans les politiques énergétiques.</p>

IED Afrique	IED Afrique, ou Innovation, Environnement et Développement en Afrique, est une organisation non gouvernementale (ONG) basée à Dakar, au Sénégal. Elle œuvre pour un développement équitable et durable en Afrique de l'Ouest francophone.
SMEs/Private Sector in Senegal	Financement domestique de l'action climatique à travers leur Responsabilité Sociale et Environnementale (RSE).

En plus de ces institutions nationales, il existe plusieurs institutions internationales dont des partenaires techniques et financiers qui soutiennent les efforts du Sénégal pour s'adapter aux impacts du changement climatique, dont, entre autres, l'Agence Française de Développement (AFD), la Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ), l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID), l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN), le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), le Programme des Nations Unies pour l'Environnement (PNUE), l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO), l'Agence Japonaise de Coopération Internationale (JICA).

Dans le cadre des activités antérieures du TT des lettres de supports pour formaliser la collaboration avec certaines institutions ont été mises en place (voir annexes). Le TT s'inscrit toujours dans cette dynamique pour mieux structurer les clés du domaine. A noter aussi que dans ce sens un projet de MoU est en cours d'élaboration avec la Direction du Changement Climatique, de la Transition Écologique et des Financements Verts (DCCTEFV) et le draft a été mis à disposition pour la revue institutionnelle.

### **3.3. Potentiels concurrents**

Il existe également des instituts politiques, de centres de recherche et de groupes de réflexion qui mènent des recherches dans le domaine de l'adaptation au changement climatique et qui peuvent être de potentiel concurrent de l'INTERFACE. Il s'agit notamment du Conseil ouest et centre africain pour la recherche et le développement agricoles (CORAF/WECARD), du Laboratoire de physique de l'atmosphère et de l'océan, de l'Institut des sciences de l'environnement, du Laboratoire d'océanographie, des sciences de l'environnement et du climat et du climat (LOSEC), Océanographie, Atmosphère, Climat et Chimie de l'Eau (OA2C), Institut Universitaire de la Pêche et de l'Aquaculture (IUPA), l'Institut des sciences de l'Environnement (ISE), l'Institut sénégalais de Recherches Agricoles (ISRA) et l'Initiative Prospective Agricole et rurale (IPAR).

Cependant dans l'optique d'optimiser les efforts et d'éviter les duplicatas l'équipe de coordination a mené des actions stratégiques d'aller vers ces potentiels concurrents de leur expliquer les objectifs du TT et surtout les inviter à joindre les équipes thématiques et de mettre à contribution leur expertise c'est de cas de l'ISE.

### 3.4. Le potentiel de collaboration avec les groupes d'acteurs

Le tableau suivant présente les principaux groupes d'acteurs et le potentiel de collaboration avec le TT.

Tableau 3. Parties prenantes et collaboration potentielle

PARTIE PRENANTES	ACTIVITÉS DE COLLABORATION
Gouvernement central et local	<ul style="list-style-type: none"> <li>● Recherches, analyses et notes de synthèses sur les besoins des acteurs politiques ;</li> <li>● Renforcement de capacités basé sur les besoins ;</li> <li>● Ateliers d'élaboration de notes conceptuelles, d'études, politiques, réunissant diverses parties prenantes en vue d'un échange de connaissances et de point de vue et de la mise en place d'efforts de collaboration ;</li> <li>● Créer et gérer des plateformes de dialogue science-politique pour partager des données, des résultats de recherche, de bonnes pratiques et des études de cas et soutenir l'adoption de politiques et stratégies basées sur les évidences.</li> </ul>
ONGs et OSCs	<ul style="list-style-type: none"> <li>● Recherche, analyse et notes de synthèses axées sur la demande ;</li> <li>● Formations, ateliers et services de conseil axés sur les besoins ;</li> </ul>
Secteur Privé	<ul style="list-style-type: none"> <li>● Recherche, analyse et notes de synthèses axées sur la demande ;</li> <li>● Formations, ateliers et services de conseil axés sur les besoins ;</li> </ul>
Académie	<ul style="list-style-type: none"> <li>● Recherche et analyse conjointes;</li> <li>● Intégration du changement climatique dans les programmes d'études existants ;</li> </ul>

	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Créer et gérer des plateformes pour partager des données, des résultats de recherche, des bonnes pratiques et des études de cas.</li> </ul>
Étudiants	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Élaborer des programmes d'études adaptés au climat ;</li> <li>• Soutenir les étudiants dans leur domaine d'études par le biais de bourses, de stages et de financement de thèses.</li> </ul>

Les activités potentielles de collaboration avec des acteurs étatiques et non étatiques et d'autres praticiens, y compris des organisations de la société civile et le secteur privé, permettront de synthétiser et de produire au besoin les impacts du changement climatique, les vulnérabilités et les stratégies d'atténuation, en garantissant l'intégration de perspectives globales et diverses.

Des ateliers d'élaboration de politiques avec des acteurs étatiques et non étatiques faciliteront l'élaboration conjointe et l'affinement des politiques de financement du climat, en favorisant l'échange de connaissances et en veillant à ce que les politiques soient pratiques, innovantes et alignées sur les besoins nationaux et locaux.

L'établissement de partenariats public-privé (PPP) permettra le financement et la mise en œuvre de projets de financement climatique, en tirant parti des ressources, de l'expertise et de l'innovation du secteur privé, en conjonction avec le soutien réglementaire et l'infrastructure du gouvernement. Des programmes de renforcement des capacités, élaborés et mis en œuvre en collaboration avec des agences gouvernementales, des ONG et des experts du secteur, cibleront diverses parties prenantes afin d'améliorer leur expertise en matière de financement du climat et de gestion de projets. En outre, la collaboration avec les organisations de la société civile et les médias pour lancer des campagnes de sensibilisation et de plaidoyer permettra d'informer le public et les principales parties prenantes sur les possibilités, les défis et les réussites en matière de financement de la lutte contre le changement climatique, ce qui renforcera l'engagement et le soutien en faveur des initiatives de lutte contre le changement climatique.

L'INTERFACE du Sénégal développera plusieurs produits basés sur des subventions pour soutenir ses objectifs stratégiques. Tout d'abord, l'INTERFACE développera en permanence des connaissances internes et produira des analyses de pointe sur le changement climatique, en mettant l'accent sur la facilitation de l'accès au financement climatique au Sénégal. Cela impliquerait de se tenir au courant de l'évolution des développements et des discours dans ce domaine. Deuxièmement, l'INTERFACE

constituera un centre de ressources sur le changement climatique au sein du monde universitaire, qui servira de plaque tournante pour les discussions et les travaux scientifiques sur le sujet. Aussi, l'INTERFACE soutiendra les étudiants dans les domaines académiques pertinents par le biais de bourses, de stages et de recherches de thèses financées, contribuant ainsi à former la prochaine génération d'experts en matière de climat. Enfin, l'INTERFACE développera des plateformes de dialogue et de partage des connaissances en libre accès et produira des publications opportunes sur le changement climatique, en s'appuyant sur les travaux en cours dans les universités.

### ***3.5. Engagement avec les entités accréditées et les entités de mise en œuvre***

L'INTERFACE a identifié des domaines d'intervention viables, sur la base des consultations des parties prenantes qu'il a menées au cours de la phase 1 du projet UNILEAD, ainsi que des considérations relatives à ses propres capacités existantes et croissantes, et aux travaux existants des universités dont il dépend. Premièrement, l'INTERFACE s'efforcera de renforcer les capacités de certains agents des entités accréditées et des entités chargées de la mise en œuvre des différents fonds climatiques, en particulier en ce qui concerne la logique climatique et la théorie du changement et tous autres aspects en lien avec le financement climatique, par le biais d'ouvrages de référence et de formations thématiques et pertinentes, ainsi que par la fourniture de services de conseil payants, le cas échéant.

Plus précisément, les domaines d'intervention comprennent les produits et services d'accès au financement climatique en relation avec divers fonds multilatéraux pour le climat tels que le FVC, le FEM, le Fonds d'adaptation, le Fonds pour les pays les moins avancés et le Fonds pour les pertes et dommages. Les partenaires et les clients peuvent être des agences gouvernementales nationales, et locales, des entités de mise en œuvre existantes ou en devenir et des entités d'accès direct, y compris des ONG, et des secteurs privés.

À l'avenir, l'INTERFACE vise à étendre la fourniture de services de financement climatique aux entités accréditées et aux entités de mise en œuvre du FVC, du FEM, du FA, du FPMA et (lorsqu'il sera opérationnel) de Fonds pour répondre aux Pertes et Préjudices (FRLD), qu'elles soient déjà accréditées ou qu'elles aspirent à l'être.

Des drafts de MoU sont sous revue institutionnelle afin d'identifier et d'affiner les axes de collaboration ainsi les domaines sur lesquels le TT apportera un soutien indéniable aux institutions accréditées.

- **Soutien à l'élaboration des propositions de financement**

---

Un service de conseil sera proposé aux entités accréditées pour les guider dans l'élaboration de propositions solides, par exemple avec une théorie du changement et une logique climatique solides, en maximisant les co-bénéfices, en intégrant les aspects GESI, et en satisfaisant à d'autres critères. Le soutien à l'élaboration des propositions pourrait également inclure un soutien en matière de données et d'informations par le biais d'une recherche et d'une analyse ciblées. Il peut également s'agir d'un soutien aux entités accréditées et aux entités chargées de la mise en œuvre qui aspirent à l'être, y compris un soutien pour répondre aux critères relatifs aux politiques et opérations institutionnelles.

- **Formation et ateliers de renforcement des capacités**

Organiser des formations et des ateliers aux niveaux national et local afin d'améliorer la capacité des participants à préparer de bonnes propositions de financement pour le climat.

- **Identification des problèmes et solutions**

S'engager avec les parties prenantes afin d'identifier les besoins et les opportunités pour améliorer les domaines de l'accès au financement du changement climatique et de la mise en œuvre, en particulier en ce qui concerne les groupes vulnérables, et proposer des solutions dans le cadre du renforcement des capacités. Cela peut impliquer de traiter des facteurs tels que des questions techniques dans le projet, dans le processus de gestion ou en ce qui concerne les questions politiques.

- **Développement de partenariats**

Renforcer les partenariats et la coopération avec les institutions internationales de financement du climat, les agences de développement bilatérales et multilatérales et les partenaires privés afin de maximiser les ressources en ce qui concerne le soutien aux bénéficiaires accrédités. Promouvoir l'apprentissage mutuel et le partage des meilleures pratiques afin d'améliorer le travail accompli pour élaborer les propositions.

Des drafts de MoU sont sous revue institutionnelle afin d'identifier et d'affiner les axes de collaboration, ainsi les domaines sur lesquels le TT apportera un soutien répondant aux besoins spécifiques de chaque institution accréditée.

### ***3.6. Produits rémunérés à l'acte***

Parallèlement aux offres de subventions, l'INTERFACE proposera également des produits payants afin de générer des revenus et d'assurer la pérennité de l'INTERFACE. Il s'agira notamment de favoriser les collaborations stratégiques avec des experts et des responsables de haut niveau issus du gouvernement, du monde universitaire, de la société civile et du secteur privé, en faisant de l'INTERFACE une source crédible d'informations sur

le changement climatique. L'INTERFACE fournira également un leadership intellectuel pour façonner et faire progresser les politiques nationales et locales.

De plus, l'INTERFACE concevra des programmes et modules de formation personnalisés aux niveaux local, et national, en consultation avec les parties prenantes et les clients concernés. Enfin, l'INTERFACE proposera des services de conseil au secteur privé et à d'autres clients, notamment des recherches et des analyses personnalisées, des formations et des ateliers, un soutien à la conception et à la mise en œuvre de projets et une aide à l'intégration des aspects liés au climat dans les politiques et les opérations des organisations.

Les principaux aspects des services de conseil et des produits techniques qui pourraient être fournis aux acteurs étatiques sont les suivants :

- Renforcement des capacités et transfert de connaissances ;
- Veiller à ce que l'étude de faisabilité et les services de conseil soient réalisés d'une manière qui permette au gouvernement de les reproduire pour des projets futurs ;
- Présenter des services et des produits potentiels viables pour la première année d'existence du groupe de réflexion.

Au cours de sa première année, le Think Tank s'est concentré sur l'offre de services et de produits en lien avec la finance climatique en utilisant la petite subvention du projet UNI-LEAD pour supporter le GEF. Sur la base des enseignements tirés de la phase 1 du projet, les produits et services développés répondront aux besoins spécifiques et aux défis rencontrés par les entités accréditées. Les services et produits de formation développés en réponse à ces défis sont à différentes catégories de parties prenantes, y compris au niveau national, et local. Des ressources sur les différents fonds climatiques et les modalités d'accès, l'intégration du genre, la justification climatique, la théorie de changement, l'estimation des coûts des activités, ainsi que les formations ultérieures serviront collectivement à améliorer la capacité d'accès au financement climatique.

Les ressources disponibles, programmes et modules de formation, renforceront la capacité des parties prenantes à concevoir et d'exécuter des projets climatiques. Ces produits seront adaptés aux acteurs étatiques, aux ONG, aux représentants du secteur privé, ainsi qu'aux dirigeants des communautés afin d'assurer une large compréhension des principes du financement climatique international.

#### 4. Dotation en personnel, charte organisationnelle et gestion

L'INTERFACE sera organisée en huit équipes thématiques constituées de chercheurs et de praticiens. Chaque groupe se spécialisera dans certaines thématiques et sera dirigé par un coordonnateur et un secrétaire. Le coordonnateur sera chargé d'organiser des réunions, gérer la documentation et veiller à ce que les objectifs du groupe soient atteints de manière efficace.

Les coordinateurs et les secrétaires des huit groupes thématiques se joindront au comité de direction du Think Thank pour planifier et organiser les activités de l'INTERFACE. Le comité de direction sera chargé de la planification des activités, de la mobilisation des ressources financières, de la gestion financière du Think Thank, de la coopération entre les groupes thématiques et avec les acteurs externes. L'INTERFACE aura à la tête du comité de direction un coordonnateur qui sera soutenu dans ses tâches par une équipe administrative composée d'un (e) expert (e) en communication / marketing, d'un (e) expert (e) en comptabilité, d'un (e) expert (e) en gestion administrative, d'un (e) expert (e) en gestion de projet. Le président du Think Thank veillera à ce que TT atteigne ses objectifs par le leadership, la supervision, le mentorat et l'évaluation. Le tableau suivant décrit le rôle et la responsabilité des membres du TT.

Le comité de direction sera appuyé dans la gestion par un conseil d'administration qui aidera dans la définition des décisions stratégiques, de la supervision de la gestion et de la pleine participation du TT aux objectifs de l'accord de Paris. Le conseil d'administration sera constitué des représentants du rectorat de l'université, du Ministère de l'Environnement, du Développement Durable et de l'Écologie Transitoire (MEDDTE), de l'AND, du secteur financier national, des entités accréditées, et d'autres entités jugées susceptibles de participer activement au bon fonctionnement du Think Thank.

Tableau 4. Membres et domaines d'expertises

NOM	POSITION	DOMAINES D'EXPERTISES
Prof. Amadou T GAYE	Coordinateur du Think Tank	Changement climatique, adaptation au climat et atténuation de ses effets, renforcement des capacités
Prof. Boubacar FALL	Membre du groupe de pilotage, liaison avec les décideurs politiques	Changement climatique, vulnérabilité et adaptation, vulnérabilité des côtes, financement de la lutte contre le changement climatique et renforcement des capacités
Dr Ibrahima CAMARA	Administrateur du TT	Changement climatique et sciences océaniques, évaluation de la vulnérabilité et adaptation, renforcement des capacités en matière de CC et de Pertes et Dommages
Mme Dibor FAYE	Membre du groupe de pilotage, point focal genre	Changement Climatique ; Pertes et Dommages, Genre Négociateur Climatique
Prof. Khady DIOUF	Membre du groupe de pilotage	Sciences de l'environnement, biodiversité marine, biologie et écologie des poissons, évaluation de la liste rouge de l'UICN
Prof. Henry M. LÔ	Membre du groupe de pilotage, liaison avec la société civile	Développement durable, renforcement des capacités
Dr Assane BEYE (WASCAL)	Membre du groupe de pilotage	Economic impact of climate change on agriculture

Dr. Mbayang THIAM	Membre du groupe de pilotage	Changement climatique, Gestion des ressources en eau
Prof. Alassane SARR	Membre du groupe de pilotage	Biodiversité marine, aquaculture
Dr. Dahirou WANE	Membre du groupe de pilotage	Énergie et changement climatique
Prof Awa NIANG FALL (GIDEL)	Membre du groupe de pilotage	Gestion intégrée des zones côtières et des ressources en eau
Dr. Cheikh M. N. FALL	Membre du groupe de pilotage	Changement climatique et agriculture
Prof. Mamadou Lamine NDIAYE	Membre du groupe de pilotage, spécialiste de l'énergie	Énergie et changement climatique

Partie III  
PLANIFICATION FINANCIÈRE ET DURABILITÉ

---



## 5. Analyse des coûts et du financement

### Le coût du Think Thank

Les charges du TT sont réparties entre les charges des équipes, des matériels et aussi de l'entretien du site internet du TT. L'UCAD n'offrira aucun soutien en nature au Think Tank, mais hébergera le budget du TT moyennant un pourcentage de 5 à 10%. Le suivi des dépenses sera fait par l'agent comptable de l'UCAD basé à la direction de la coopération. Le budget du TT sera placé au niveau de la direction de la coopération qui aura la charge d'effectuer tous les paiements (salaires, prestations de service, etc.).

Le TT sera hébergé par l'ESP qui prendra en charge les frais locatifs des bureaux du TT, cela constituera la contribution en nature de l'ESP. Les autres éléments de coûts sont résumés dans le tableau suivant.

Tableau 5. Coût de l'investissement de la mise en place du Think Tank

ÉLÉMENTS	QUANTITÉ	PRIX UNITAIRE	MONTANT (XOF)
Local du Think Thank (frais de location annuel)		Contribution ESP/UCAD	
Mobilier de bureau (Tables et chaises)	5	65000	325 000
Matériel informatique (ordinateur, et autres consommables informatiques)			1 300 000
Creation of the website (page dedicated to TT)			1 500 000
			<b>3 125 000</b>

Le TT aura besoin de **3 125 000 XOF** au minimum pour couvrir les charges fixes du TT.

Concernant les charges du personnel, elles seront couvertes par les revenus générés par le TT. Des charges minimales sont fixées pour faciliter la durabilité des activités du TT, surtout au démarrage.

Tableau 6. Personnel et charges

N	POSITION	DESCRIPTION	SALAIRE (MONTANT) / MOIS	INSTITUTION PAYANT LE SALAIRE (UCAD, ESP, LAB, TT)
1	Directeur	Stratégie	TB	TT
2	Administrateur	Assistant du directeur et coordonnateur des activités du TT	1 200 000 XOF	TT
3	Assistant financier et administratif	Soutien l'administration financière (contrats, coordination avec TT et la direction de la coopération de la présidence de l'université)	Half-time: 200 000 XOF Full-time: 400 - 500 000 XOF	TT
4	Coordinateurs thématiques (Consultants)	Piloter les activités du groupe thématique	Le paiement sera effectué lorsque le groupe recevra un financement ou paiement pour des services.	TT
5	L'équipe sera constituée en fonction des services	Sera constitué par le coordinateur	Le paiement sera effectué au prorata des fonds disponibles.	TT

L'analyse de ce tableau révèle que les charges du personnel s'élèvent à au moins **19 200 000 XOF** plus des paiements non encore déterminés.

En tout le TT aura besoin d'au moins **22 325 000 XOF** pour couvrir ces charges.

## 6. Analyse FFOM du TT pour la mise en œuvre de ce plan

L'analyse FFOM révèle que le Think Tank dispose de plusieurs atouts en interne. Il est composé de consortiums multidisciplinaires, donc capable de prendre en compte plusieurs thématiques. Aussi, le TT est constitué d'acteurs ayant acquis beaucoup d'expérience sur plusieurs thématiques dont le changement climatique, la rédaction de projet national/sous-régional, la négociation climatique et le renforcement de capacités. De plus, les acteurs ont un réseau de partenariat qui sera très utile pour le TT. La forte représentation d'enseignants-chercheurs dans le consortium constitue une faiblesse, car leur participation active aux activités peut être limitée. La principale menace est l'existence de cabinet aussi bien sur le plan national qu'international. Les opportunités pour le TT est la volonté du gouvernement du Sénégal de mettre en place sa stratégie de mobilisation de la finance climat. Un TT ayant pour objectif, entre autres, de faciliter l'accès au financement climatique est un excellent outil pour le pays.

Cependant sa faiblesse est liée à la non-collaboration des personnes et institutions dédiées et ouvertes à le soutenir puisque maîtrisant son installation pouvant lui prêter main-forte sur l'échiquier national.

L'organisation de formations pour les secteurs gouvernementaux et non gouvernementaux, l'examen des politiques et la fourniture de services en lien avec la finance climatique. Le Think Tank explorera également la possibilité d'obtenir des subventions du gouvernement et d'autres organisations non gouvernementales telles que la LBA, le CSE, l'UICN, le PNUD, la GIZ, la FAO, GGGI etc. En outre, le soutien en nature de l'université sera mis à profit pour fournir des bureaux, des services juridiques et autres services de visibilité au Think Tank.

La mise en place d'un mécanisme de suivi et d'évaluation des activités et performance du Think Tank est importante pour sa durabilité. Le mécanisme facilitera le retour d'informations des partenaires et ainsi la consolidation des leçons apprises. Aussi, le mécanisme prendra aussi en des enquêtes ou sondages d'opinion auprès des utilisateurs du TT afin de faciliter la détection des faiblesses et la mise en place de mécanismes de correction et de renforcement de capacités des acteurs et de la gestion du TT. En utilisant cette approche à multiples facettes, le TT peut recueillir des informations précieuses, améliorer continuellement ses activités et son impact, et s'assurer qu'il reste pertinent et réceptif aux besoins changeants de sa communauté.

Pour solliciter les réactions des parties prenantes de l'université et du personnel du TT une approche à multiples facettes sera mise en œuvre. Il s'agira notamment d'élaborer des enquêtes complètes pour recueillir les commentaires des acteurs et du personnel du TT, de

la direction de l'université et des partenaires externes sur des sujets tels que l'alignement du travail du groupe de réflexion sur les priorités de l'université, la qualité et l'impact de ses services et produits, et les possibilités d'amélioration et de collaboration. En outre, le TT veillera à organiser des groupes de discussion approfondis et des entretiens individuels afin de recueillir les commentaires qualitatifs des acteurs et du personnel du TT, des parties prenantes de l'université et des collaborateurs externes, en discutant de la valeur et de l'impact perçus du TT, des difficultés rencontrées pour travailler avec lui et des idées pour améliorer sa pertinence et son efficacité.

## 7. Prise en compte du genre et durabilité du TT

### 7.1. Prise en compte du genre

La stratégie genre de l'INTERFACE se repose sur les cinq (5) piliers suivants :



Figure 1. Les piliers de la stratégie genre

#### **Mener des recherches spécifiques sur les liens entre genre, climat et financement**

Ceci inclut l'analyse des impacts différenciés du changement climatique sur les femmes et les hommes, l'étude des rôles de genre dans les stratégies d'adaptation et d'atténuation, et l'évaluation de l'accès des femmes aux financements climatiques.

L'INTERFACE va intégrer une analyse de genre dans ses recherches-actions sur le financement de l'action climatique au Sénégal, en tenant compte des besoins et des contributions spécifiques des femmes, des hommes et des groupes vulnérables.

### **Collaborer avec des experts en genre de UCAD et au Sénégal**

Travailler avec des chercheurs et des organisations spécialisés dans les questions de genre au sein de UCAD et au Sénégal en général, pour s'assurer que les recherches et les projets de l'INTERFACE intègrent une perspective de genre rigoureuse. L'existence d'un groupe de recherche pluridisciplinaire au sein du laboratoire Genre et recherches scientifiques de l'IFAN<sup>2</sup> démontre l'engagement de l'UCAD envers la recherche sur le genre. L'INTERFACE pourrait collaborer avec ce laboratoire pour intégrer une expertise en égalité de genre et inclusion sociale (GESI) dans ses projets, produits et services et s'assurer que ses recherches et actions contribuent à une meilleure compréhension et prise en compte des liens entre genre, climat et financement.

### **Adopt a participatory and inclusive approach**

Impliquer les femmes et les hommes des communautés locales dans la conception, la mise en œuvre et l'évaluation des projets liés au financement de l'action climatique au Sénégal.

### **Développer des indicateurs et des outils de suivi sensibles au genre au Sénégal**

Mettre en place des indicateurs et un système interne de suivi-évaluation qui permet de mesurer les progrès en matière d'intégration du genre dans les activités et les stratégies de l'INTERFACE.

### **Sensibiliser et former les acteurs clés**

Renforcer les capacités des chercheurs, des décideurs et des communautés sur les enjeux liés au genre et au financement de l'action climatique.

L'INTERFACE va prendre en compte l'importance de la communication sensible au genre dans ses stratégies de sensibilisation et de diffusion des connaissances sur le financement de l'action climatique au Sénégal.

Un benchmarking des outils et bonnes pratiques disponibles sera réalisé et mis à disposition des acteurs nationaux et locaux.

## **7.2. Stratégie Marketing et communication**

Pour l'effectivité et l'efficacité du projet de l'INTERFACE, une stratégie marketing basée sur l'approche SIVA, marketing mix et le ciblage de la clientèle est retenue. La création d'un site web aidera à améliorer la visibilité du Think Tank ainsi que la définition d'une stratégie de

---

<sup>2</sup> <https://ifan.ucad.sn/>

communication. L'INTERFACE participera aux appels d'offres pour mobiliser des ressources afin de financer ses activités. Des partenariats avec les partenaires techniques et financiers et des institutions nationales seront signés afin d'améliorer les sources de revenus du Think Tank. Le Think Tank profitera de la phase 1 pour développer des produits et services et qui seront après offerts aux acteurs contre paiement.

Pour accroître la visibilité du Think Tank en vue d'atteindre les objectifs fixés, il est prévu de faire des publicités sur les réseaux sociaux (page LinkedIn, Facebook, X, Instagram, TikTok, WhatsApp dédiés uniquement au Think Tank) animées par le/la responsable de la communication.

### **7.3. Stratégie de Durabilité**

Le TT s'appuiera principalement sur des services payants tels que l'organisation de formations pour les secteurs gouvernementaux et non gouvernementaux, l'examen des politiques et les services basés sur la recherche. Ainsi, le TT cherchera à signer un protocole d'accord pour officialiser la collaboration avec les institutions afin de saisir les opportunités.

Le TT cherchera également à obtenir des subventions du gouvernement et d'autres organisations non gouvernementales. Le TT va mettre à profit les expertises scientifiques de ses membres pour répondre aux appels internationaux et ainsi générer des revenus pour le TT. Le TT aussi pense répondre à la collaboration lorsque les institutions les sollicitent.

En somme, la stratégie de durabilité de l'INTERFACE est une stratégie holistique qui prend en compte les dimensions financières, institutionnelles, scientifiques, sociales et environnementales. Cette stratégie se repose sur les huit (8) piliers suivants :



Figure 2. Les Piliers de la Stratégie de Durabilité

1. **Gouvernance participative, inclusive et transparente** : Impliquer les chercheurs, les étudiants, les partenaires gouvernementaux (notamment le ministère de l'environnement) et les représentants de la société civile dans la gouvernance et le développement du centre. Le centre mettra en place un système interne de suivi-évaluation qui permettra d'évaluer régulièrement les activités du centre et mesurer son impact sur la société.
2. **Recherche-action axée sur les besoins** : Mener des recherches-actions qui répondent aux défis concrets des acteurs face au financement de l'action climatique au Sénégal, en tenant compte des spécificités locales et des inégalités de genre.
3. **Renforcement des capacités internes** : Offrir des formations continues aux chercheurs et au personnel administratif pour maintenir un haut niveau d'expertise au sein du centre.
4. **Développement d'un réseau de partenaires solides** : Collaborer avec d'autres institutions de recherche, des organisations non gouvernementales, des agences gouvernementales et des acteurs du secteur privé, tant au niveau national qu'international. Cela inclut les collaborations avec les groupes de recherche de l'UCAD, notamment ceux travaillant sur le genre (comme mentionné précédemment).

5. **Diversification des sources de financement** : Dépendre d'une seule source de financement rendra le centre vulnérable. Ainsi, l'INTERFACE devrait activement rechercher des financements auprès de diverses sources, notamment les Subventions publiques (Ministère de l'Environnement, Ministère de l'Enseignement Supérieur, etc.), des Organisations internationales (PNUD, Banque Mondiale, Fonds Vert pour le Climat, etc.), des Partenariats avec le secteur privé (Entreprises engagées dans la transition écologique) et aussi répondre aux appels à projets de recherche nationaux et internationaux.
6. **Création de services générateurs de revenus pour une autosuffisance financière** : Offrir des formations, des consultations ou des études d'impact liées au financement de l'action climatique au Sénégal.
7. **Contribution à la formation des jeunes chercheurs et préparation de la relève** : Offrir des opportunités de formation et d'encadrement aux étudiants et aux jeunes chercheurs.
8. **Intégration des principes de durabilité environnementale dans les interventions** : Minimiser l'empreinte écologique des activités du centre.



© INTERFACE, 2025